

DefTech : la pépite du renseignement Preligens attire l'œil d'investisseurs

En Europe comme aux Etats-Unis, les fonds de capital-risque s'emballent pour la DefTech depuis la guerre en Ukraine. Le champion de l'analyse d'images par IA pour le ministère des Armées et l'Otan négocie un tour de financement de plusieurs dizaines de millions d'euros, notamment avec Wendel, selon nos informations.

Par [Anne Drif](#)

Publié le 13 févr. 2023 à 8:16 Mis à jour le 13 févr. 2023 à 8:18

Virage à 180 degrés chez les fonds de capital-risque depuis la guerre en Ukraine et la hausse des budgets militaires. Courtisée très tôt par les fonds américains comme In-Q-Tel, mais [volontairement ignorée des fonds de capital-risque \(VC\) européens](#), la DefTech française se fait offrir des ponts d'or.

Quelques mois après avoir décroché un [mégacontrat de 240 millions d'euros](#) de la Direction générale de l'armement, la pépite du renseignement géospatial par IA Preligens séduit les investisseurs. Wendel et d'autres financiers sont en discussion avec la start-up pour lui offrir plusieurs dizaines de millions d'euros, selon nos informations. Objectif ? Proposer une ligne de dette, convertible à terme en partie en capital lors d'un futur tour de table. Celle-ci serait aussi ouverte aux [actionnaires du premier tour](#), Tikehau, Definvest, 360 Capital Partners et Octave Klaba, selon des sources. Interrogées, aucune des parties prenantes n'a voulu faire de commentaire.

Proche de la rentabilité après s'être imposée [au sein de la Direction du renseignement militaire](#), Preligens compte le ministère des Armées, mais aussi l'Otan et le gouvernement japonais en clients. Dès 2019, elle a décroché des premiers contacts avec le Department of Defense (DoD) américain et s'attaque au marché américain.

« La plupart des interdits sont tombés »

Les levées de la tech à double usage (ayant des applications à la fois civiles et militaires) ont atteint un record de 780 millions d'euros l'an dernier en Europe, selon PitchBook. En octobre, Quantum Systems, qui a fourni des drones à l'armée allemande pour l'Ukraine a levé 17,5 millions de dollars auprès des fonds européens Project A, Sanno Capital et [Peter Thiel](#), le [fondateur de Palantir](#).

« Il y a beaucoup d'intérêt maintenant, y compris de fonds de capital-risque européens », constatait en janvier Torsten Reil, fondateur d'Helsing, jumeau allemand de Preligens. En 2021, sa levée de 100 millions d'euros auprès du fonds de Daniel Ek, fondateur de Spotify, a déclenché le boycott d'artistes de la plateforme.

Peur des VC au nom de l'éthique, crainte de blocages de l'Etat, verrou au nom de la sécurité nationale, concentration des ventes entre les mains d'une poignée de clients nationaux, phase de contractualisation longue et croissance lente en paliers... les réticences se lèvent.

Depuis la guerre aux portes de l'Europe, « la plupart des interdits liés à l'investissement dans la défense sont tombés, constate Alexandre de Martino, investisseur chez AXA Venture Partners, notamment pour des applications dites « non-offensives » comme l'analyse d'images satellite, les solutions de formation des troupes ou des équipements de surveillance de sites stratégiques ». « La défense c'est un secteur qu'on aime, c'est un énorme marché », dit-il.

Dans la Silicon Valley, où les fonds ont aussi vu les valeurs de la tech du « civil » subitement baisser, le virage a pris encore une autre échelle. « Dans notre industrie, certains voient l'idée de servir de telles agences [comme l'armée, la protection des frontières, etc., NDLR] comme controversé. Pas nous. [...] Je crois dans une défense nationale forte », déclarait le cofondateur du fonds Andreessen Horowitz, Marc Andreessen, en 2019. Depuis, rien qu'en 2022, plus de 7 milliards de dollars ont été levés dans la DefTech.

Ne pas « nationaliser le capital des start-up »

Témoin, en décembre, la levée d'Anduril, pour 1,5 milliard de dollars financée par Valor Equity Partners et d'autres fonds comme Lux Capital. La start-up fondée par Palmer Luckey - plus connu pour avoir vendu le spécialiste de réalité virtuelle Oculus à Meta -, développe des drones et des technologies d'intelligence artificielle pour le gouvernement américain et ses alliés.

« Les fonds s'intéressent de plus en plus à la DefTech dans le sillage d'[In-Q-Tel](#), ce n'est pas de la pure défense mais de l'intelligence artificielle ou du software », observe Anita Antenucci qui compte plus de vingt ans de M&A dans le secteur chez Houlihan Lokey. « Une autre classe d'investisseurs va devenir également prépondérante, les family offices privés, à cause des limites de l'ESG », ajoute-t-elle.

Car les interrogations persistent en Europe comme aux Etats-Unis. « Le juge de paix sera la sortie. On verra là véritablement si l'Etat bloque et met son veto à l'entrée de fonds américains, constate un banquier. Même dans les solutions cyber à usage civil, on s'autocensure systématiquement ». « Pour assurer son succès, il faut passer par les Etats-Unis. Aussi, il ne faudrait pas vouloir 'nationaliser' le capital des start-up du secteur. Un acteur purement européen, quels contrats va-t-il gagner ? Seulement français, Otan ? Ce marché n'est pas assez profond », dit Alexandre de Martino.

« Les investisseurs aux Etats-Unis, dans la Silicon Valley en particulier, veulent travailler de plus en plus avec le Département de la Défense, mais il y a beaucoup de conservatisme encore », constate aussi Bryan Call, un vétéran de Wall Street, chez Catalyst Alpha. Et celui-ci vient moins des fonds... que des militaires, déclarait le 1^{er} février le lieutenant général Clinton Hinote, au Défense Innovation Board, le conseil consultatif indépendant sur l'apport de l'innovation de la Silicon Valley à l'armée américaine.